

Le double reniement de Gabriel Nadeau-Dubois

De la lutte antiraciste à la lutte étudiante

Le Devoir d'aujourd'hui met à la une de sa page web l'article « [Une association étudiante réclame la « destitution » de Pauline Marois à l'UQAM](#) ». L'article nous informe que « *l'Association facultaire étudiante des sciences humaines (AFESH) de l'UQAM, qui a publié une lettre sur sa page Facebook mercredi soir pour faire état de son « désarroi » face à cette nomination...* » De dire cette lettre :

Le gouvernement Marois, entre 2012 et 2014, a mis en place une politique xénophobe, austéritaire et antisociale [...] Entre autres, le gouvernement Marois a ouvert la porte aux débats sur la « laïcité judéo-chrétienne » avec la mise en place de la « Charte des valeurs québécoise ». Ce morceau de législation hautement islamophobe et raciste aboutira, sous le gouvernement Legault, à l'adoption de la loi 21 bannissant les femmes et les personnes portant le hijab de la fonction publique et de l'éducation. L'AFESH, à l'époque, s'est opposée à l'adoption de cette charte [...] et] à l'indexation des frais de scolarité...

La lettre ajoute que « *[c]e lobbying politique n'a pas sa place à l'UQAM ni dans aucune institution d'éducation* » et que ce poste symbolique devrait être aboli. En réaction à cette lettre, le porte-parole homme de Québec solidaire, sollicité par Le Devoir, a répondu que « *les publications d'une association étudiante de l'UQAM. Ça ne m'intéresse pas beaucoup* » en précisant qu'il y a des sujets plus importants comme la crise du logement et les centres de la petite enfance. De conclure que « *si vous me demandez si Pauline Marois est xénophobe, la réponse est non* ».

Pour l'ancien dirigeant étudiant du Printemps érable de 2012, la courageuse et pertinente dénonciation de la xénophobie du PQ et de la CAQ par une des associations étudiantes les plus militantes en 2012 et encore aujourd'hui — elle a fait grève et participé aux activités pro palestiniennes de la CRUES la fin de semaine dernière — est « circulez, il n'y a rien à voir ». Par rapport aux enjeux sociaux, pour le porte-parole Solidaire, la lutte contre le racisme et la xénophobie est de la petite bière. Un double reniement en si peu de mots est une performance politicienne à se souvenir.

Rien d'étonnant que le député Haroun Bouazzi soit sur la touche. La gauche critique du parti qui a consenti à voter avec la direction du parti lors du dernier congrès cette

contre-vérité « *que QS ne soutient pas et n'a jamais soutenu que l'Assemblée nationale et ses membres sont racistes* » n'a pas à être fière d'elle-même.

Marc Bonhomme, 29 novembre 2024

www.marcbonhomme.com ; bonmarc@videotron.ca